

CONCERT*es*

L'ÉCONOMIE SOCIALE

Proposition de cartographie wallonne

2^{ème} édition

CONCERT~~ES~~*es*

Concertation des organisations représentatives de l'économie sociale

Les membres de ConcertES asbl

ACFI - AID - ALEAP - ApacES - ATOUT EI - CREDAL SC - CAIPS - COOPAC - Equilibre - EWETA
FEBECOOP - FeBISP - FSPFS - Lire et Ecrire - RES - RESSOURCES - RFA - SAW-B - SYNECO

Novembre 2008

L'ÉCONOMIE SOCIALE

Proposition de cartographie wallonne

Une définition du secteur

En 1990, le Conseil Wallon de l'Économie Sociale a mis au point une définition de l'économie sociale qui a fait autorité :

«L'économie sociale se compose d'activités économiques exercées par des sociétés, principalement coopératives, des mutuelles et des associations dont l'éthique se traduit par les principes suivants :

- finalité de services aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit;*
- autonomie de gestion;*
- processus de décision démocratique;*
- primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.»*

L'étude commandée en 2005 par le Ministre Jean-Claude Marcourt au CIRIEC a relevé que l'ensemble des acteurs interviewés se reconnaît dans la définition du CWES, avec le souhait d'une actualisation et d'une concrétisation.

Dès l'automne 2006, le Ministre de l'Économie et de l'Emploi s'est attelé à la rédaction d'un décret spécifique Économie sociale. Le décret a été adopté par le Parlement wallon fin novembre; ses arrêtés d'application devraient être rédigés au premier semestre 2009.

Le décret relatif à l'économie sociale reprend quasi intégralement la définition du CWES. Il y intègre les Sociétés à finalité sociales et les fondations, reconnaît l'entière inscription de l'économie sociale dans le modèle de développement socio-économique de la Région wallonne et son implication active dans le développement durable et le renforcement de la cohésion sociale.

Ces quatre principes, vers lesquels tendre, permettent de démarquer les activités du secteur de l'économie sociale de celles du secteur public et du secteur privé classique.

1 Premièrement : la finalité de service aux membres ou à la collectivité met l'accent sur le fait que les activités économiques sont exercées dans le but de satisfaire des besoins et non dans un but de profit. Les bénéfiques sont un moyen de mieux réaliser l'objectif, de développer l'activité, mais non le mobile principal de celle-ci.

2 Deuxièmement : l'autonomie de gestion vise surtout à distinguer l'économie sociale des pouvoirs publics qui développent eux aussi des services à la collectivité, ainsi que des groupes d'entreprises privées. En ce sens l'économie sociale est le troisième grand secteur de nos économies. L'autonomie de gestion ne vise pas le degré de régulation ou de subventionnement publics d'une entreprise d'économie sociale, mais souligne le fait que les organes dirigeants ne sont pas contrôlés par les pouvoirs publics ou par le privé de type capitaliste. L'autonomie de gestion constitue un ressort essentiel de la créativité, du dynamisme et de la souplesse du secteur.

3 Troisièmement : le processus de décision démocratique renvoie à la règle «un homme - une voix» (et non «une action - une voix») dans les organes de l'entreprise et souligne que l'adhésion et la participation aux décisions ne peuvent découler principalement de la propriété du capital. Ce processus de gestion démocratique peut se décliner selon des formes de gestion participative, associative, de cogestion, ou la prise en compte de toutes les parties prenantes, particulièrement les travailleurs et leurs syndicats.

4 Quatrièmement : la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus se traduit dans des pratiques telles que la rémunération limitée du capital, la répartition des excédents sous forme de ristournes, les réserves pour investissements, l'amélioration des rémunérations et des conditions de travail, l'affectation à d'autres projets à finalité sociale, etc.

Croisements de concepts

L'économie sociale est une manière différente de pratiquer l'économie avec un but qui n'est pas le profit mais une plus-value sociétale.

Ce secteur, qui se définit toujours par rapport à une finalité, est **transversal à tous les secteurs examinés dans le prisme de l'économie** : agriculture, production industrielle, commerce, services aux personnes, services collectifs, etc. Il est une alternative, qui ne se veut pas exclusive mais qui développe des partenariats avec le secteur privé et vient souvent en appui des politiques publiques.

Mais l'approche de l'économie sociale est complexe car plusieurs champs d'analyse se croisent. Marchand et non-marchand, par exemple. Une entreprise marchande vend ses biens ou ses services sur un marché concurrentiel. Une entreprise non marchande, elle, les propose gratuitement ou couvre ses charges par d'autres moyens comme des subsides, des dons, du bénévolat. Dans le cadre des négociations sociales, le terme non-marchand renvoie aux commissions paritaires 305 (soins de santé), 319 (aide sociale), 318 (aide à domicile), 329 (socioculturel). Pourtant, dans certaines de ces commissions paritaires, on retrouve des entreprises marchandes, au sens où leurs ressources proviennent principalement de ventes sur le marché. C'est le cas des entreprises de travail adapté. Une autre approche fréquente est « profit » versus « non-profit », ou « commercial » versus « non-commercial ».

La variété des approches est sans doute le miroir de la diversité des réalités de ce secteur. Cette complexité se renforce par le manque de clarté (confirmé par des divergences entre auteurs) de certains concepts tels ceux d'activités économiques, de marché, de profit ou de social⁽¹⁾. Les frontières entre le public et le privé, le marchand et le non-marchand, le profit et le non-profit, ne sont pas étanches. Il en résulte certains malentendus sur la notion d'appartenance au secteur et une grande difficulté de le délimiter clairement.

Alors ? Comment cerner l'économie sociale ?

ConcertES, couple de concertation des principales organisations représentatives de l'économie sociale, propose une **cartographie de l'économie sociale en Région wallonne** où se superposent différentes entrées, un peu comme les cartes de géographie de notre école primaire représentaient la réalité « Wallonie » selon différents points de vue : altitude, bassins hydrologiques, urbanisation, densité de population, divisions administratives, industries, PIB, etc.

Les entrées (voir tableau infra) se croisent et la plupart des entreprises d'économie sociale pourraient se retrouver sur plusieurs cartes : prenons l'exemple d'une coopérative avec finalité d'insertion et travaillant dans le secteur de l'environnement tout en privilégiant le développement local.

Le choix des initiatives citées ou présentées est arbitraire. Tout comme l'est le choix de l'entrée privilégiée. D'autres entrées possibles sont d'ailleurs proposées pour chacune d'entre elles dans le coin supérieur droit de leurs cadres respectifs. Beaucoup d'autres initiatives existent, de toutes sortes, de tous secteurs et de tous âges. Et toutes ont de la valeur.

(1) Par exemple, Christian Arnsperger, maître de recherche au FNRS, défend la thèse que « tout ce qui est économique est nécessairement social » in *La Revue Nouvelle*, janvier - février 2002

Un tableau à six entrées... principales

Des statuts spécifiques d'entreprises7
<ul style="list-style-type: none">• Les coopératives• Les ASBL• Les mutualités• Les fondations	
Des finalités multiples et souvent croisées12
<ul style="list-style-type: none">• Insertion sur le marché du travail• Formation et éducation• Services de proximité• Soutien à l'autocréation d'emploi• Le défi de l'environnement• Développement local• Du Nord au Sud, et vice-versa• Autogestion et organisation du travail	
Des outils de représentation, de coordination et d'appui24
<ul style="list-style-type: none">• Fédérations• Agences-conseil en économie sociale• Services financiers	
Dans tous les secteurs d'activités économiques27
<ul style="list-style-type: none">• Recyclage et traitement des déchets• Services aux personnes• Services aux entreprises• Agro-alimentaire• Production d'énergie• Secteur industriel et artisanal• Bioconstruction et entretien d'espaces verts• Santé• Culture• Logement	
Des entreprises créées par des pouvoirs publics36
Des organisations frontières37

LES SIGLES UTILISÉS

SCRL	Société coopérative à responsabilité limitée
SCRL FS	Société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale
SA	Société anonyme
SFS	Société à finalité sociale (statut supplémentaire dont peut se doter une société commerciale, quelle qu'elle soit)
ASBL	Association sans but lucratif
EI	Entreprise d'insertion
EFT	Entreprise de formation par le travail
OISP	Organisme d'insertion socioprofessionnelle
ETA	Entreprise de travail adapté
ONG	Organisation non gouvernementale
CPAS	Centre public d'aide sociale
IDESS	Initiative de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale
PERICLES	Projet wallon de création d'une vingtaine d'EI dans le secteur des services aux entreprises

ENTREE 1

Des statuts spécifiques d'entreprises

LES COOPÉRATIVES

Les coopératives du mouvement social

Le mouvement social qui s'est déployé avec les syndicats au 19^{ème} et au 20^{ème} siècle a développé de nombreuses associations, mutuelles et coopératives. Parmi celles-ci, certaines demeurent aujourd'hui des entreprises importantes de l'économie sociale. Citons CERA, Multipharma, P&V, le Groupe Arco, l'EPC. La plupart de ces coopératives répondent à des normes statutaires (entre autre droit de vote et rémunération du capital limités) d'agrément pour le Conseil national de la Coopération qui certifie qu'elles respectent les principaux principes coopératifs.

www.multipharma.be , www.pv.be, www.epc-familia.be

CERA ————— + défense du mouvement coopératif + financement

CERA est un groupe financier coopératif dont les origines remontent aux idées de Friedrich Wilhelm Raiffeisen qui, à la fin du 19^e siècle, lutta contre la pauvreté à la campagne par le biais de l'entraide et de la coopération.

La première coopérative, qui allait donner naissance plus tard à la Banque CERA, fut créée en 1892. En juin 1998, celle-ci quitte l'économie sociale pour fusionner avec la Kredietbank et ABB assurances et donner naissance à KBC. Aujourd'hui, CERA SC continue à regrouper les parts de ses anciens coopérateurs et réalise, via Cera Foundation, une importante activité de mécénat ; les mécanismes participatifs mis en place garantissent aux sociétaires un important droit de regard sur celle-ci .

www.cera.be

Pharma Santé — + coopérative de consommateurs + services de santé

Les Pharmacies du Peuple et les Pharmacies de la Sauvegarde font partie intégrante du paysage liégeois depuis plus de 100 ans. Dès 1902, date de création de la première officine à Ougrée, le réseau ne cesse de s'agrandir. Aujourd'hui, 50 officines sont réparties sur toute la province de Liège : 35 Pharmacies du Peuple et 15 Pharmacies de la Sauvegarde.

En janvier 2002, la SCRL Pharma Santé est créée. Cette société faitière décharge les officines des problèmes de gestion, leur permettant ainsi d'améliorer le service rendu à la clientèle.

www.solidaris.be/xml/sites-SITE-67-IDC-67-.html

Le Groupe ARCO ————— + services financiers + distribution

Le Groupe Arco forme un holding coopératif de plus de 800.000 coopérateurs. Il réunit deux sociétés de financement (ARCOPAR SCRL et ARCOPLUS SCRL), et deux sociétés holding (ARCOFIN SCRL et AUXIPAR SA). Le Groupe ARCO est présent dans le secteur financier (DEXIA) et dans celui de la distribution pharmaceutique (EPC), tout en poursuivant sa diversification dans les secteurs d'intérêt collectif : énergie, eau, logement social, économie sociale.

www.groupearco.be

Les nouvelles coopératives et les sociétés à finalité sociale

Depuis les années 80, c'est le renouveau coopératif ! Là des travailleurs reprennent leur entreprise, comme chez Socomef, Textile d'Ere ou au Balai libéré. Ailleurs, c'est l'éclosion des coopératives autogérées et l'apparition des premières sociétés à finalité sociale. Copalgaume, Cherbai, Coprosain, Ciaco, Allons en Vent, Crédal, Proxémia, Energie 2030, Espace Kegeljan et d'autres sont de cette génération.

www.ciaco.com, www.espacekegeljan.be

Cherbai _____ + **autogestion + construction + artisanat**

Menuiserie et ébénisterie contemporaine depuis 1979, Cherbai est située dans la région de Marche. Entreprise participative, elle estime que le statut de société coopérative est un outil collectif dont tous les travailleurs se sentent responsables.

D'ailleurs, tous ses administrateurs sont des travailleurs, ce qui les motive et les responsabilise. Cherbai occupe actuellement 9 personnes.

www.febecoop.be/forcecoop/coop_part_cherbai.php

Coprosain _____ + **développement local + production bio**

«Coopérative de produits sains», Coprosain promeut le retour à une alimentation naturelle et saine. Elle privilégie aussi le contact entre producteurs et consommateurs. Coprosain emploie aujourd'hui 45 personnes salariées pour ses activités de transformation et de commercialisation en circuit semi-court. Outre l'atelier de transformation, la coopérative propose un service traiteur et un restaurant. Elle est également présente dans une dizaine de magasins et sur une vingtaine de marchés hebdomadaires. Un groupement de producteurs, Agrisain, fait partie intégrante de l'entreprise pour l'approvisionnement en céréales, viandes, laitages, légumes, etc. Ainsi, la coopérative fournit aussi de l'emploi indirect à 45 producteurs.

www.coprosain.be

Proxémia _____ + **insertion + services de proximité**

Proxemia est une SCRL FS, créée en 2003 dans la province du Hainaut. Elle propose de l'aide ménagère pour les particuliers dans le cadre des titres-services (nettoyage du domicile, lessive, repassage, repas, courses). La société est une entreprise d'insertion agréée par la Région wallonne. Elle offre l'opportunité à des demandeurs d'emploi peu qualifiés et «particulièrement difficiles à placer» de disposer d'un véritable statut de travailleur salarié. Tenant compte de la croissance du marché de l'entretien ménager à domicile, une deuxième entreprise d'insertion, Proxemia Bis, a été créée en partenariat avec les pouvoirs locaux de Senefte. Les deux sociétés emploient ensemble plus de 80 travailleurs majoritairement à temps plein. Toutes deux mettent l'accent sur la qualité de l'emploi, la formation des travailleurs et sur la satisfaction de leurs clientèles.

Le projet chapellois d'économie sociale est loin d'être terminé puisque d'ici 5 ans, deux nouvelles coopératives («non titres services») et une Fondation (au printemps 2009) devraient voir le jour.

LES ASBL

À côté de la coopérative, une autre forme associative qui trouve son origine dès le 19^{ème} siècle, l'association, reçoit en Belgique son premier cadre juridique en 1921.

L'ASBL jouit de la personnalité juridique ; s'il ne lui est pas interdit d'exercer des activités commerciales à titre accessoire, les bénéfices réalisés doivent être réaffectés à la réalisation du but social défini par les statuts.

Les ASBL actives en Belgique sont plus de 70.000 ; 15.000 d'entre elles sont des organismes employeurs, pour un total de plus de 272.000 ETP dont un peu moins d'1/4 en Wallonie (Centre d'Economie Sociale - 2008).

Les ASBL combinent généralement différents types de ressources (produits de leurs ventes, subsides, dons) et n'ont pas leur pareil pour recourir au travail bénévole, manifestation concrète d'une volonté de solidarité développée autour de projets communs.

Arc en ciel ————— + **éducation**

L'aventure commence en 1954 lorsque les mouvements de jeunesse se mobilisent pour offrir des vacances aux quelques 18.000 enfants hébergés dans les homes de Belgique. Pour pallier les énormes coûts que les institutions ne peuvent assumer, l'idée est lancée de récolter des vivres non périssables : c'est la première opération récolte de vivres.

L'asbl Arc-en-ciel, née dans la foulée, oriente son travail et ses activités prioritairement vers la jeunesse défavorisée en Belgique. Ses 300 associations membres sont majoritairement de deux types :

- les associations œuvrant en milieu ouvert (écoles de devoirs, maisons de quartier, etc.),
- les maisons d'hébergement.

L'association se donne plusieurs objectifs. D'une part, apporter une aide directe aux associations du secteur de l'enfance et favoriser l'épanouissement des enfants en rendant plus facile l'accès aux activités de loisirs actifs. Mais d'autre part, faire passer un message de solidarité et de fraternité principalement à destination des enfants. En effet, les collecteurs de l'Opération Arc-en-Ciel sont souvent des jeunes faisant partie de mouvements de jeunesse, d'associations locales ou encore des jeunes qui organisent la récolte au sein de leur école.

Par la suite, d'autres activités se sont développées pour répondre de manière adéquate aux besoins du secteur. C'est pourquoi la formation d'animateurs, l'opération transports à tarif réduit ainsi que les centres d'hébergement ont notamment vu le jour.

www.arc-en-ciel.be

Les Ateliers de Pontaury ————— + formation + écoconstruction

Les Ateliers de Pontaury sont une entreprise de formation par le travail (EFT) active dans les secteurs de la restauration, de la maçonnerie et de la menuiserie.

La section restauration forme des commis de salle, de cuisine et de cuisine de collectivité, et propose, à Mettet, un restaurant « La Table des Compagnons » et un service traiteur.

Après avoir mis au point la fabrication de châssis en bois, la section menuiserie a relevé en 2007 un défi de taille : la construction à ossature bois. Celui-ci s'est concrétisé par la réalisation de plusieurs chantiers en Wallonie. Dans la foulée, les Ateliers ont également acquis une compétence dans les matériaux écologiques, et les habitations basse-énergie.

La section maçonnerie mène à l'emploi la plupart des participants grâce à la qualité de ses formations sur chantiers de rénovation et extension de bâtiment, appuyées par un partenariat efficace avec Forem Formation (St Servais) .

www.pontaury.be



LES MUTUALITÉS

Les sociétés de secours mutuel existent depuis très longtemps. Au 19^{ème} siècle déjà, leur but était de fournir à leurs membres des allocations en cas de maladie ou de décès, en contrepartie de cotisations régulières. Avec les années de plein emploi de l'après-guerre, le dispositif a progressivement été inclus dans la sécurité sociale publique. Cette partie de leurs activités ne peut donc pas être considérée stricto sensu comme de l'économie sociale. Seules leurs activités liées à l'assurance libre ou aux assurances complémentaires en font partie.

Les mutuelles initient aussi diverses actions pour améliorer le niveau de santé de la population. Elles le font via leur statut d'asbl ou via des coopératives périphériques. Ce sont alors des activités d'économie sociale.

A côté de ces mutualités de santé, qu'on ne présente plus, il existe des mutuelles d'assurances.

LES FONDATIONS

Les fondations forment un secteur souvent oublié de l'économie sociale. L'une des plus connues est la Fondation Roi Baudouin. Mais il existe plus de 300 fondations en Belgique, d'ordre familial, scientifique, de développement régional ou local, quoiqu'il faille probablement exclure du champ les fondations d'entreprises et celles dont le seul objectif est la protection d'un patrimoine familial.

Citons parmi les fondations d'économie sociale actives en Wallonie : Chimay Wartoise, le Centre d'économie rurale, la Fondation rurale de Wallonie, la Fondation pour les Générations Futures, la Fondation Devenir solidaire, etc.

www.frw.be, <http://econsoc.be/fds/index.htm>

Fondation pour les Générations Futures (FGF) — + développement durable

Créée en 1998, la FGF est une fondation d'utilité publique. Elle veut appuyer l'émergence et le développement à la fois de projets concrets et de réflexions autour du développement durable. Un développement durable incluant tous les changements de société nécessaires : justice sociale, solidarité, égalité des chances, équilibres écologiques, maîtrise démocratique des choix. Des dizaines de projets ont déjà bénéficié d'un soutien financier et d'une formation destinée à aider les porteurs dans le montage de leur initiative.

La Fondation se veut également un lieu d'échange et de réflexion. Elle contribue pour cela à la mise en réseau d'expériences, initie ou participe à des conférences, séminaires et débats, propose diverses publications.

www.fgf.be

La Fondation Chimay-Wartoise ————— + développement local

Désireuse de séparer sa vocation monastique des préoccupations économiques générées par le développement de ses entreprises (brasserie, fromagerie, auberge), la communauté des moines de Scourmont a créé en 1996 la Fondation Chimay-Wartoise. Celle-ci a lancé des programmes de développement économique et social de la région de Chimay-Momignies-Couvin. Le premier programme, réalisé en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin, a permis de soutenir la réalisation d'une cinquantaine de projets. Évaluée en 2002, cette première phase a laissé la place en 2003 à «Cap 2010». Avec trois domaines d'intervention : la jeunesse, l'emploi régional et les bonnes pratiques dans le développement local.

www.cap2010.be



ENTREE 2

Des finalités multiples et souvent croisées

INSERTION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'insertion professionnelle de personnes précarisées sur le marché de l'emploi, voilà un objectif qui mobilise de très nombreux acteurs de l'Économie sociale en Belgique. Certains procurent à des jeunes ou à des chômeurs de longue durée une expérience de travail limitée dans le temps, de manière à favoriser leur passage vers le marché de l'emploi classique. Ce sont les entreprises de formation par le travail (EFT), que nous retrouverons sous l'entrée «Formation et Éducation».

D'autres initiatives visent à créer des emplois permanents destinés à des personnes fragilisées sur le marché du travail. Ce sont les entreprises d'insertion (EI).

Dans tous les cas, la formation est essentielle. Qu'elle se concentre sur l'apprentissage d'un métier ou se complète d'une remise à niveau en calcul ou français, qu'elle touche au savoir-faire ou au savoir-être.

Les entreprises d'insertion

Près de cent-cinquante entreprises d'insertion sont agréées en Wallonie. Elles sont actives dans des domaines extrêmement variés : de la gestion d'épaves automobiles à la boulangerie, en passant par l'isolation acoustique et l'entretien de parcs et jardins... Citons à titre d'exemples : Les Vaillants, Retrival, Le Trusquin, Hercule, Proxémia, Âge d'Or Services, La Lavandière du Centre, Au Four et au Moulin, Co-Terre, Defi+, La Lorraine, Recma, Sofie, Le Pôle de Reconversion, Aurélie, Sitelux.

www.retrival.be, www.lavandiereducentre.be, www.afam.be, www.defiplus.be, www.electrosocie.eu, www.resasbl.be/aurelie_assistance.htm

Hercule + services aux entreprises

L'entreprise d'insertion Hercule, créée à Liège en janvier 1999, compte aujourd'hui 65 ouvrier(e)s. Son activité principale est le nettoyage professionnel : entretien, lavage de vitres, protection des sols, intervention après sinistres, etc. Le nettoyage chez les particuliers, lui, est mis en place via les titres-services.

L'objectif d'Hercule est clair. D'une part créer des emplois accessibles pour des personnes peu qualifiées et marginalisées (en priorité des femmes de plus de 35 ans).

D'autre part, mettre en place une structure permettant une gestion participative et l'épanouissement du personnel.

Hercule a été récompensée en 2006 par le prix Roger Vanthournout.

www.hercule-net.eu/index.html

Retrimeuse ————— + environnement + services aux entreprises

Le bassin industriel sérésien est en pleine reconversion. L'affectation du territoire s'en trouve modifiée et les activités économiques évoluent. C'est ainsi que Retrimeuse a décidé de se lancer dans divers métiers de l'environnement. Entreprise d'insertion créée en 2003, elle offre une palette complète de services : plantation et gestion des espaces verts ou d'aménagements routiers, assainissement de sites industriels, collecte de matières recyclables ou réutilisables et gestion des déchets.

www.retrimeuse.be

1001 choses à construire ————— + construction + coopérative

A partir de 1983, l'EFT «1001 choses à faire» a formé des jeunes peu qualifiés aux métiers du bâtiment. Environ 130 stagiaires par an ont pu bénéficier d'une formation par le travail et d'un accompagnement individualisé. Soit via des chantiers propres à l'EFT, soit via des stages au sein d'entreprises du bâtiment. Amélioré au fil du temps, le modèle pédagogique est bien rôdé : la plupart des stagiaires qui terminent leur formation trouvent un emploi.

Un changement législatif a cependant limité le défraiement des stagiaires à 1 euro brut par heure. Or, l'EFT accueillait de nombreuses personnes sans revenus propres et les rétribuait davantage. Le mode de fonctionnement a donc dû être adapté. Depuis le 1er janvier 2007, l'entreprise est donc devenue «1001 choses à construire», entreprise d'insertion sous forme de coopérative. Et la filière de formation a été rattachée à l'EFT sœur Créasol.

www.creasol.be

Les entreprises de travail adapté

Les Entreprises de Travail Adapté (ETA)⁽²⁾ créent de l'emploi pour des personnes handicapées. Car l'emploi est vecteur tant d'une insertion dans le circuit socio économique que d'insertion sociale.

Il y a près de 60 ETA en Wallonie pour plus de 6.000 emplois. Elles sont actives dans presque tous les secteurs : de la sous-traitance industrielle aux services, en passant par l'artisanat. Les ETA fonctionnent comme des entreprises à part entière. Leur chiffre d'affaires constitue leur principale source de recettes. Même si elles perçoivent des subventions publiques qui compensent la perte de rendement due aux handicaps des personnes employées.

(2) Anciennement ateliers protégés.



La Lorraine ——— + services de proximité + services aux entreprises

L'entreprise de travail adapté « La Lorraine 72 » existe depuis 1972 dans le sud de la province de Luxembourg et a adopté le statut de scrl fs en 2005. L'ETA a également donné naissance à 4 autres sociétés coopératives à finalité sociale, toutes reconnues en qualité d'EI. Ensemble elles constituent le Groupe La Lorraine. Le groupe est aujourd'hui actif dans de nombreux services aux entreprises, aux administrations et aux particuliers: nettoyage, entretien d'espaces verts, épandage, travaux forestiers, peinture en bâtiment, montage de chapiteaux. L'ensemble du groupe occupe plus de 300 personnes.

www.lalorraine-arlon.be

Entra ——— + secteur industriel et construction + service aux entreprises

Située à Heppignies, près de Charleroi, Entra a de multiples activités : montage électromécanique, téléphonie, travaux du bâtiment, call center, blanchissage industriel et repassage (via les titres-services). L'ETA a créé plus de 400 emplois réservés en priorité aux personnes présentant un handicap.

www.entra.be

FORMATION ET ÉDUCATION

Cette entrée est très large et transversale à toute l'Économie sociale. En effet, rares sont les acteurs de ce secteur qui ne mettent pas un accent fort sur la formation professionnelle ou sur l'éducation permanente. EFT, organismes d'insertion socioprofessionnelle, agences-conseil, services de proximité, EI, autocréateurs d'emploi... tous mettent l'accent sur le développement des connaissances, des aptitudes et de la responsabilité.

Quelque chose à faire EFT ——— + bioconstruction

Quelque chose à faire – QCAF pour les intimes – réalise tous les travaux du bâtiment. De petites équipes de 2 à 3 stagiaires sont encadrées par des formateurs expérimentés dans leur métier. Les travaux sont réalisés chez des particuliers ou pour des organismes publics, durant 4 jours par semaine. Le vendredi est consacré à une remise à niveau des stagiaires en français et calcul, à des informations sur la vie sociale ou à des aspects théoriques du métier.

www.qcaf.be

Le Trusquin — + secteur industriel et du bâtiment + services de proximité

Créée en 1995, l'asbl le Trusquin est reconnue par la Région wallonne comme EFT depuis 1997. Elle propose 4 filières de formation : ouvrier polyvalent dans le bâtiment, ferronnerie/soudure, chauffeur/livreur et accompagnateur de personnes. La formation est utilisée comme outil pour viser l'insertion sociale et/ou professionnelle des stagiaires. Chaque parcours de formation est donc fortement individualisé, pour tenir compte du projet personnel et professionnel de chacun.

A partir de sa formation d'accompagnateur de personnes (surtout accompagnatrice, d'ailleurs), Le Trusquin a développé un service de transport avec accompagnement de personnes isolées, à mobilité réduite ou socialement défavorisées, pour lequel il a obtenu en juin 2008 le nouvel agrément IDESS. Pour compléter son offre de services de proximité, des emplois d'aides-ménagères ont vu le jour, grâce au dispositif des titres-services.

www.trusquin.be

SAW-B ————— + agence-conseil + fédération

SAW-B est connue pour son rôle d'agence-conseil et de fédération d'économie sociale pluraliste. Mais c'est aussi un mouvement d'éducation permanente qui propose trois types d'actions. Premièrement, un lieu de débat et de rencontres, à destination des acteurs de l'Économie sociale. Par exemple via les petits déjeuners de l'Économie sociale ou des rencontres transfrontalières. Deuxièmement, SAW-B valorise l'expertise et les outils existants, comme dans le projet fédéral Point ExpertisES. Troisième grand type d'action, la communication et la sensibilisation du grand public à «faire de l'économie autrement». Là, les initiatives concernent des ateliers, des colloques, des publications. Mais aussi l'animation de débats ou le lancement du concept de mini-entreprise à finalité sociale avec l'ASBL Les Jeunes Entreprises.

www.saw-b.be

LES SERVICES DE PROXIMITÉ

Les services de proximité visent à répondre à des besoins personnels ou familiaux, dans le cadre de la vie de tous les jours. Ils concernent en général des activités non satisfaites par le circuit économique traditionnel. Comme le nettoyage de la maison, la mobilité des personnes âgées ou handicapées, la garde d'enfants, les petites réparations, l'aide aux familles, les soins à domicile, etc.

Les services de proximité sont... proches ! Géographiquement, d'abord. Car ils investissent une zone proche de leur siège et connaissent donc bien leur territoire. Mais ils sont aussi proches humainement. Car ils veillent à la bonne qualité des relations qui s'établissent entre prestataires de services et bénéficiaires/clients. C'est bien sûr particulièrement important dans le cas des soins aux personnes.

Vu l'ancrage local et la finalité de service, de nombreuses associations ont tout naturellement investi le champ des services de proximité. D'ailleurs, certaines entreprises d'économie sociale, souvent des entreprises d'insertion, y combinent prestations de services et emploi pour des personnes peu qualifiées ou précarisées.

Parmi les nombreux services de proximité, citons les ADMR, la Croix Jaune et Blanche, Le Centre Coordonné de l'Enfance, Collectif Logement, Solidath, Solidarités et Alternatives Nouvelles, L'Essor.

www.fasd.be

Aide à domicile en milieu rural (ADMR) ——— + développement local

Familles surmenées, personnes handicapées bloquées chez elles, malades souhaitant être soignés chez eux, personnes âgées... tous ont besoin d'un coup de pouce ou de soins. Dans les villages, les trajets sont parfois longs, les enfants loin. L'ADMR propose donc ses services d'aides familiales, d'aides ménagères, de gardes à domicile ou de brico-dépanneurs. Ces services renforcent ou permettent la qualité de vie des personnes, au travers de l'aide et du maintien à domicile.

En 2006, le volume d'activités concernait plus de 9.277 clients, représentant 1.263.000 heures prestées. Aujourd'hui, l'ADMR compte plus de 1.600 salariés.

www.admr.be

L'Essor ——— + insertion + environnement

L'EFT L'Essor a été créée à Thuin en 1994, avec pour objectif d'amener des personnes exclues du marché du travail au seuil minimum de compétences exigé par un employeur. Elle organise des formations en alternance combinant cours de base, ateliers et travail sur chantier. Dans trois sections : maçonnerie et rénovation de bâtiments, peinture et décoration intérieure, espaces verts et forestiers. Cette dernière activité met l'accent sur le respect de l'environnement. Par exemple par la création et l'entretien écologique de parcs et jardins, le désherbage thermique et mécanique (non polluant) des parterres, le lagunage, la lutte biologique contre les maladies, la lombriculture.

Services de proximité développés grâce aux titres-services

Les titres-services, initiés en 2001 par le gouvernement fédéral, permettent aux particuliers de «faire appel» pour leurs besoins privés : aide-ménagère, courses, transport de personnes âgées ou à mobilité réduite. De nombreuses entreprises d'économie sociale se sont développées dans ce secteur, dont Age d'Or Services, Les Titres-services de l'Ardenne, Secotine, Andenne Services à Domicile, G'estime, Ecodipar, etc.

www.sinap.be, www.andenne-proservices.be www.gestime-ts.be , www.ecodipar.be

Eko Services / Age d'or services ————— + **insertion**

Age d'Or Services voit le jour dès 1999 comme coopérative à finalité sociale. Il s'agit du premier réseau privé d'économie sociale spécialisé dans la prestation de services de proximité. La naissance du système des titres-services, en 2004, marque un tournant décisif dans l'évolution de l'entreprise qui est parmi les premières sociétés à finalité sociale à pouvoir en faire usage. Age d'or Services multiplie ainsi son offre, crée des filiales aux quatre coins de la Wallonie et donc des emplois, principalement pour des personnes peu qualifiées.

Depuis cet automne, Age d'or services est désormais connue sous le nom Eko Service.
www.ekoservices.be

SOUTIEN À L'AUTOCRÉATION D'EMPLOI

Cette entrée a ceci de particulier qu'elle regroupe des entreprises d'économie sociale actives principalement dans l'accompagnement à la création de futurs indépendants et qui s'inscrivent donc dans une logique forte de partenariat avec le secteur privé. Si les méthodes et les structures varient, l'esprit de l'économie sociale transparait entre autres chez : MC², Challenge, Job'In, Azimut, Avomarc, Sace, Creajob, Incubecs, Ecomons, Archipel.

www.jobin.be, www.azimut.cc, www.avomarc.be, www.sace-asbl.be, www.creajob.be,
www.archipel-asbl.be

Crédal Plus ————— + **services financiers**

L'objectif du programme MC² mis en place par Crédal est de proposer des micro-crédits, soit à des entrepreneurs qui veulent lancer ou développer leur activité d'indépendant, soit à des très petites entreprises en création ou en développement. Deux types de crédit sont proposés : un crédit d'investissement plafonné à maximum 12.500€ et un crédit de trésorerie de maximum 10.000€, leur cumul ne pouvant excéder 12.500€. La personne qui souhaite en bénéficier doit être en difficulté ou en impossibilité d'obtenir un crédit bancaire «classique». Mais elle doit aussi accepter que son projet soit suivi de près par Crédal et s'engager à participer à la démarche solidaire du programme par une contribution de solidarité de 5%. Près de 350 projets ont été financés à ce jour en Régions wallonne et bruxelloise.

www.credal.be

Challenge ————— **+ coopérative d'activités**

Challenge offre aux candidats entrepreneurs de la Province de Luxembourg un cadre juridique et un statut adéquat pour tester «grandeur nature» leur capacité d'entreprendre. «Accompagnement informel», «mise en route commerciale» et «entrepreneur salarié» sont les trois grandes étapes de ce test. Cerise sur le gâteau, le revenu des allocataires sociaux est garanti durant cette période. La dynamique collective et l'accompagnement sur mesure des entrepreneurs sont particulièrement motivants pour ceux qui veulent «oser».

Pour les activités qui, juridiquement, ne peuvent être hébergées dans la coopérative d'activités, Challenge peut éventuellement assurer un accompagnement et un coaching professionnels des porteurs de projet.

La coopérative d'activité s'est dotée d'un espace d'hébergement des projets en pépinière ou incubateur d'entreprises. Elle offre la possibilité de disposer d'un bureau équipé pour recevoir des clients, d'un encadrement administratif et de la mise à disposition de certains outils logistiques.

www.challengeonline.be

LE DÉFI DE L'ENVIRONNEMENT

Le développement durable, le recyclage, les énergies renouvelables sont des thématiques qui ont émergé il y a quelques années. Il s'agit par ailleurs de secteurs qui peuvent être grands pourvoyeurs d'emplois. Il est donc logique que des entreprises d'économie sociale en aient fait leur spécialité. Citons Energie 2030, RetriVal, Aurélie, De Bouche à Oreille, Entra, Handipar, Le Petit Liège, L'Essor, Rcycl, Terre, la Ressourcerie namuroise, Le Bric, Village N°1.

www.dbao.be, www.lepetitliege.be, www.levillage1.be

Energie 2030 ————— **+ énergies renouvelables**

Société coopérative née en 1995 dans la Communauté germanophone, Energie 2030 a la particularité de trouver des coopérateurs (investisseurs) dont les apports en capital permettront de financer ses projets de développement durable. Grâce à eux, elle a déjà à son actif un premier parc d'éoliennes. Si elle promeut et distribue de l'énergie renouvelable, la société vise aussi à installer des technologies permettant les économies d'énergie, comme l'isolation thermique.

www.energie2030.com

La Ressourcerie namuroise ————— + recyclage

La Ressourcerie namuroise propose un service de collecte à la carte des encombrants. Pour les habitants du grand Namur, il suffit d'un coup de fil pour qu'elle passe chercher chez eux ce qui encombre leur grenier ou leur salon. Les objets valorisables (mobilier, sanitaires, objets de décoration, etc.) sont vendus dans les magasins de la Ressourcerie. Les autres sont envoyés vers la filière de recyclage la plus adéquate. Pour cette opération, elle fait appel à ses partenaires : Handipar, Retriaval, l'Outil, Les Petits Riens et NSS Technique, à qui elle permet le travail en réseau.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le développement local concerne les initiatives déployées par des acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leur environnement immédiat. Les objectifs concrets peuvent être à la fois économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Mais ils sont destinés à pallier l'impression de perte de contrôle qu'éprouve la population dans des domaines aussi essentiels que l'emploi, le logement, l'alimentation, l'aménagement du territoire.

Citons : le CDR (Centre de développement rural), Groupe One, Ainsi Fonds Font Fond.
www.cdr-ansart.be



Ainsi Fonds Font Fond ————— + développement durable

Voilà un groupement de consommateurs qui veut encourager un commerce fondé sur autre chose que le simpliste rapport qualité/prix. L'association se considère comme un groupe de pression, mais elle va au-delà : elle encourage concrètement les initiatives qui répondent à ses attentes en les aidant à se faire connaître. Pour cela, elle a créé en 2002 la « Guilde des commerçants pour un développement durable et solidaire en pays de Liège ». Cette guilde fédère des commerçants et entreprises dont l'activité est respectueuse de l'environnement, des relations sociales et d'un développement équilibré entre le Nord et le Sud de la planète. Commerce solidaire et durable, diversité culturelle, relation de confiance sont au menu de ces entreprises qu'Ainsi Fonds Font Fond cherche à valoriser.

Groupe One + développement durable

Le Groupe One se définit comme un groupe de recherche et d'action sur le développement durable et le développement économique local. Il a été fondé en 1997 par des économistes ex-professionnels de l'aide humanitaire et a pour ambition de contribuer à une économie plus responsable. L'association a obtenu en 2005 l'agrément d'organisation non gouvernementale de développement.

Ses missions s'orientent sur deux axes.

Premièrement, le développement économique local. Les actions sont aussi variées que le potentiel à développer : aide à la création d'entreprises, Guichet d'économie locale à St Gilles, étude de faisabilité de la création d'entreprises à finalité sociale dans le cadre de services de proximité à Bruxelles (en partenariat avec Febecoop), étude de faisabilité commerciale du chèque «Sport & lunch», organisation de formations à l'esprit d'entreprendre.

Deuxième axe de travail : le développement durable appliqué à l'entreprise. Ici, c'est l'élaboration de stratégies de développement durable pour les entreprises, la mise en place d'une grille d'audit et de consultance pour le commerce équitable, des études environnementales qui sont mises en place.

www.groupeone.be

DU NORD AU SUD, ET VICE VERSA

Développement

Initiées par des mouvements caritatifs, les actions de développement sont restées l'apanage de ce que l'on appelle les organisations non gouvernementales (ONG) jusque dans les années 1980. Par la suite, de nombreuses autres initiatives se sont peu à peu mises en place, développant des formes originales de solidarité Nord/Sud. Elles investissent des secteurs aussi variés que chantiers internationaux, partenariats entre entreprises, tourisme solidaire, etc.

Citons : Terre et Autre Terre, Médecins Sans Frontières, Handicap International, Oxfam, Frères des Hommes, Entraide et Fraternité, Echo Communications, etc.

www.echoscommunication.org,

www.autreterre.org,

http://users.skynet.be/weltladen/4_logistik/10_index.html



Autre Terre : projet agroécologique au Pérou

Sens inverse + **éducation + développement local**

L'asbl Sens inverse propose des voyages accompagnés ou « en liberté », selon des itinéraires et thématiques programmés ou créés sur mesure. La randonnée y est le moyen d'une approche en profondeur des régions traversées. Le projet se veut aussi un soutien au développement local, la sauvegarde du petit patrimoine, la mise en valeurs de savoir-faire locaux, l'implication des acteurs locaux (éleveurs, agriculteurs, forestiers, producteurs locaux, citoyens, ...) dans le processus de protection de la Nature. Il entend redonner un sens à la notion de voyage et de rencontre. »

www.sensinverse.com

Commerce équitable

Où comment utiliser le marché comme vecteur de solidarité nord-sud en y intégrant des aspirations sociales et éthiques. Les critères du commerce équitable sont strictement définis : outre la fixation d'un prix « juste », l'attribution d'une prime fair trade, l'encadrement quand c'est nécessaire, le préfinancement des commandes et des partenariats durables constituent des outils financiers importants pour les producteurs du sud.

Développé depuis plusieurs décennies par des associations et coopératives pionnières, telles Miel Maya et OXFAM-Magasins du Monde, le commerce équitable s'ouvre depuis peu à des entreprises à but lucratif, telle Ethicstore.be ou Satya-Pure Elements, que nous repreneons infra dans les « organisations frontières ».

www.maya.be

Magasins du Monde-Oxfam ————— + production bio + éducation

Oxfam-Magasins du Monde se définit comme un mouvement de citoyens bénévoles. Ils sont 3.000, répartis en équipes locales et JM (jeunes magasins du monde, petits groupes d'étudiants et professeurs au sein des écoles secondaires), pour mener des actions de commerce équitable et solidaire, de propositions politiques à tous les échelons du pouvoir et d'éducation permanente. Les militants adhèrent à la charte Made in Dignity qui définit leur éthique de travail et chaque équipe participe à l'organisation démocratique du mouvement. Avec ses bénévoles et ses 70 permanents, l'association se donne également comme mission la formation des adultes et l'éducation en milieu scolaire. Elle leur propose de constituer une force de changement par la participation active à des campagnes de sensibilisation ou d'interpellation (Ça passe par moi, Campagne Vêtements propres, Ça passe par ma commune, Ikéa, un modèle à démonter, etc.) Avec une centaine de magasins à Bruxelles et en Région wallonne, ainsi que ses 100 JM du monde, Magasins du Monde a fêté ses 30 ans en 2006.

L'association a fortement contribué à faire évoluer les critères du commerce équitable qui, issus d'une démarche commerciale de solidarité, se sont progressivement établis pour être finalement codifiés à l'échelle internationale.

www.madeindignity.be



ORGANISATION DU TRAVAIL

Les opportunités et les contraintes imposées par

- la relance du mouvement coopératif après mai 68,
- la reprise d'entreprises en difficulté par leurs travailleurs,
- la rupture entre le lieu de décision et le lieu de production d'une entreprise, en raison de la concentration du pouvoir aux mains des actionnaires,
- la prise de risques inhérente au statut d'indépendant, particulièrement en début d'activité,
- les difficultés d'articulation entre protection sociale efficace et travail temporaire,

ont conduit au développement de nombreuses formes innovantes d'organisation du travail et à la création d'entreprises auto ou cogérées.

Socomef + **coopérative de travailleurs**

La Solidarité Coopérative des Métallurgistes Franchimontois a vu le jour à Verviers en 1981. Suite à la fermeture des forges et platineries de Theux, une poignée de travailleurs décidèrent de poursuivre la production. Après 14 mois de palabres et d'obstination pour monter le dossier et trouver les fonds, puis la reprise en 1990 de la tôlerie TSI de Pepinster, Socomef occupe aujourd'hui 14 travailleurs et exporte un peu partout dans le monde ses brûleurs de poêle à gaz et à mazout, ainsi que d'autres constructions métalliques en tôle. Les travailleurs coopérateurs sont toujours les propriétaires de l'entreprise ; les décisions s'y prennent selon le principe un homme-une voix, à travers un comité de gestion mensuel. L'expérience a essaimé et sa bonne santé prouve, si besoin était, que l'économie sociale est une économie à part entière, ni subalterne, ni marginale.

www.socomef.com

Smart + **culturel + autocréation**

L'association est née en 1998 de la demande croissante d'artistes confrontés aux difficultés de la gestion de leur statut et de leurs activités. Difficultés liées au fait que leur activité artistique est souvent intermittente et que leurs revenus sont donc irréguliers. En tant qu'association professionnelle, Smart a élaboré des outils informatifs, administratifs et juridiques pour offrir à ses membres divers services de gestion et de promotion de leurs activités culturelles et artistiques.

Concrètement SMART s'inscrit en interface entre l'artiste, qui reçoit pour la durée de ses prestations un statut de salarié, et son « employeur » qui bénéficie d'une gestion simplifiée limitée au paiement d'une facture. Outre la gestion des contrats, son rôle est celui d'un secrétariat social. D'autres services de Smart concernent l'aide au développement de projets, un soutien juridique et la souscription d'une assurance accidents de travail pour ses membres.

www.smartasbl.be

ISIS DiES + **coopérative d'emploi**

La coopérative d'emploi est une entreprise dont les associés sont des entrepreneurs salariés. Ils sont en résidence au sein d'une coopérative qu'ils cogèrent, et c'est leur activité économique propre qui génère leur salaire. Cette formule d'entrepreneuriat permet aux porteurs de projet de combiner l'autonomie dans leur métier avec le cadre sécurisant du statut de salarié et d'une structure juridique. D'autant plus que la gestion se fait solidairement et collectivement. Certains services sont mutualisés, principalement comptables et de gestion des lois sociales.

ISIS DiES, société coopérative à finalité sociale, compte aujourd'hui une petite dizaine de coopérateurs actifs et étudie la création d'une seconde coopérative centrée sur les métiers du développement durable et d'une troisième autour de la santé.

www.dies.be

ENTREE 3

Des outils de représentation, de coordination et d'appui

FÉDÉRATIONS

Les entreprises et associations d'économie sociale ont -comme les autres- besoin de mettre ensemble leurs ressources, de se concerter, de promouvoir leur identité. Pour cela, elles se fédèrent, parfois selon le secteur d'activité, parfois selon le type de soutien public. Parmi les fédérations les plus importantes, citons : ACFI (Action coordonnée formation insertion), AID (Actions intégrées de développement), Aleap (Association libre d'entreprises d'apprentissage professionnel), Atout EI (entreprises d'insertion), Caips (Concertation des ateliers d'insertion professionnelle et sociale), Coopac (coopératives d'activités), Eweta (Entente wallonne des entreprises de travail adapté), FSPFS (Fédération des services de proximité à finalité sociale), Interfédération des EFT-OISP, Ressources (entreprises actives dans la récupération et le recyclage), RES (Réseau des entreprises sociales).

Trois couples transversales, FEBECOOP, SAW-B et SYNECO, rassemblent, défendent et illustrent l'ensemble du secteur.

Ressources + **environnement** + **recyclage**

Ressources est le réseau des entreprises d'économie sociale actives dans la récupération et le recyclage. Leurs actions de prévention, de collecte sélective et de traitement de produits en fin de vie contribuent à sensibiliser le grand public à l'utilité du réemploi des produits de consommation. Ce qui prévient bien évidemment aussi la production de déchets. Ressources regroupe une soixantaine d'entreprises qui emploient près de 1 650 travailleurs et mobilisent près de 500 bénévoles.

Le réseau assure la visibilité des activités de ses membres et les mobilise autour de projets novateurs et fédérateurs. Son rôle de carrefour de relation lui permet d'aider ses entreprises membres à établir des partenariats avec d'autres opérateurs, tant publics que privés. Son équipe procède en permanence à une analyse des demandes du secteur et formule des propositions de développement.

www.res-sources.be

AGENCES-CONSEIL EN ÉCONOMIE SOCIALE

La mission principale d'une agence-conseil est d'accompagner la création et le développement d'entreprises d'économie sociale par un support technique et professionnel : étude de faisabilité, plan d'affaires, gestion des ressources humaines, statut juridique, vision commerciale, plan financier, recherche de financement, étude de marché, ou encore conseil en marketing, en fiscalité ou en communication.

FEBECOOP ————— + **fédération + formation + services aux entreprises**

Active dans toute la Belgique depuis 1970, FEBECOOP (Fédération belge de l'économie sociale et coopérative) regroupe 3 agences-conseil, implantées en Wallonie, en Flandres et à Bruxelles. Mais les missions de ces agences-conseil ne représentent qu'une partie des services offerts par l'organisation. Celle-ci propose aussi un centre de formation de l'économie sociale et un centre d'aide à la communication (travaux de graphisme, création d'images, conception d'événements). En tant que fédération, FEBECOOP assure également la représentation et l'information de ses membres, ainsi que la promotion des idées coopératives en initiant ou collaborant à une série de publications, recherches et événements.

www.febecoop.be

Ecomons ————— + **autocréation**

Active dans la région de Mons-Borinage, l'activité d'agence-conseil d'Ecomons se double d'une pépinière d'entreprises : hébergement avec bureaux, salles de réunions, équipement informatique, etc. L'agence-conseil est également à l'origine de la création d'Avomarc, coopérative d'activités implantée à Jemappes. Enfin, Ecomons a créé un incubateur «design», un lieu dédié à l'accueil et à l'accompagnement de créateurs en design, que ce soit mobilier, graphique ou textile. Avec 5 autres agences-conseil, Ecomons participe au projet wallon Périclès de création en Wallonie de 18 entreprises d'insertion actives dans les services aux entreprises.

www.ecomons.be

SYNECO ————— + **fédération + services aux entreprises**

Syneco est une agence conseil qui développe des services d'assistance, d'accompagnement, d'information ainsi que des publications en vue de développer l'efficacité des entreprises de l'économie sociale. Elle a été constituée en 1997, sous forme d'ASBL dans le cadre du Groupe ARCO, un holding coopératif et social dont le capital a été constitué par l'apport de quelque 900 000 actionnaires individuels. Ses racines se situent au cœur du Mouvement Social. A ce titre, il entretient des liens étroits avec les organisations du secteur non marchand et de l'économie sociale et est particulièrement sensible à leurs défis. Syneco suit de près l'actualité législative et réglementaire ainsi que la pratique dans les domaines du droit des associations, droit des sociétés, droit social, droit commercial, de la fiscalité, de la comptabilité, de la gestion financière, etc.

www.syneco.be

SERVICES FINANCIERS

A part Ethias ou Triodos, il ne reste plus aujourd'hui de banque d'économie sociale au sens propre. Il subsiste soit des banques ouvertes au secteur de l'économie sociale, comme DEXIA, soit des organismes financiers alternatifs comme CREDAL SC ou les groupes d'épargne de proximité dont le rôle s'avère également majeur dans la sensibilisation du grand public à l'usage éthique de l'argent. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont pris le relais en créant des organismes parapublics, comme la SOWECOSOM, chargés de prendre du capital et d'octroyer du crédit aux organisations d'économie sociale.

www.triodos.be, www.sowecosom.be

Le Pivot

financement alternatif

En juin 1979, neuf ménages créent leur propre organisme d'épargne. Ils veulent lui donner une véritable dimension sociale et décident de gérer ensemble cet argent, pour accorder des prêts à des associations soucieuses de promotion humaine et de qualité de vie. Leur activité vise plus spécialement les personnes les plus défavorisées via les écoles de devoirs, terrains d'aventures, groupements luttant pour la paix ou l'écologie, entreprises d'apprentissage professionnel, maisons médicales, maisons d'accueil pour sortants de prison, enfants ou handicapés, coopératives autogérées, petites entreprises artisanales, maisons de jeunes, etc. Toutes les opérations – dépôts et prêts – se font sans intérêt. L'argent n'est plus outil d'accumulation, mais levier de développement.

Groupe Crédal

financement alternatif

Crédal propose un nouveau rapport à l'argent, tant à ses coopérateurs (actionnaires apporteurs de fonds) qu'à ses partenaires (clients demandeurs de crédit). En effet, grâce à une forme d'épargne alternative dont le rendement n'est pas d'abord financier, mais avant tout social et humain, la coopérative soutient des projets sociaux qui n'ont pas accès au crédit bancaire. Elle propose des placements solidaires en soutenant des initiatives touchant les plus démunis et des projets s'attaquant aux causes et pas seulement aux effets de la marginalisation. Les crédits sont proposés aux asbl et entreprises solidaires, mais aussi aux petits indépendants, dans le cadre de micro-crédits. Ils sont généralement assortis d'un accompagnement du projet.

www.credal.be

ENTREE 4

Dans tous les secteurs d'activités économiques

RECYCLAGE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Les entreprises d'économie sociale ont été les premières à investir la sphère de la récupération et du recyclage. Des pionniers comme Terre y sont actifs depuis les années 1950. A leur suite, d'autres acteurs ont diversifié les initiatives et, à côté des produits traditionnels de récupération tels que meubles, vêtements, papiers et cartons, on assiste aujourd'hui à une revalorisation de matériaux de toutes origines : électroménager, matériel informatique, déchets verts, véhicules, etc.

Grand consommateur de main-d'œuvre souvent peu qualifiée, le secteur s'est rapidement positionné dans l'insertion de personnes précarisées sur le marché de l'emploi. Aujourd'hui, le recyclage de matériel informatique permet aussi de former des techniciens qualifiés, informaticiens ou infographistes.

Citons : Droit et Devoir, L'Essor, Giga services, l'Outil, R.App.El.

www.droitetdevoir.com

Terre ————— + insertion + nord/sud + éducation

Terre, ASBL pionnière dans la récupération et le recyclage, est active depuis les années 1950. Début des années 80, cet acteur d'économie sociale et solidaire s'est organisé en Groupe d'Entreprises, pourvoyeuses d'emploi aux laissés pour compte, et innovatrices à plus d'un titre : récolte et tri de papier et de textile, magasins de seconde main, panneaux isolants fabriqués à partir de matières récupérées, fabrications métalliques, isolation acoustique...

Deux cent quatre-vingt-cinq personnes y trouvent actuellement un emploi stable, dont la plupart étaient en difficulté avant leur arrivée. Par des activités respectueuses de l'environnement, le travailleur est valorisé en tant que personne apte à fournir un travail de qualité et est amené à prendre part à la gestion de l'entreprise par l'intermédiaire d'un système de gestion participative.

Le Groupe Terre comprend aujourd'hui l'ASBL Terre, 4 sociétés à finalité sociale et une ONG, Autre Terre, qui développe des activités de développement dans des pays du sud, couplées, au nord, avec un important volet de sensibilisation et d'éducation à la solidarité internationale.

www.terre.be



SERVICES AUX PERSONNES

En 1993, Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, diffusait un Livre blanc sur «Un nouveau modèle de développement européen». Des considérations telles que le vieillissement de la population, la présence des femmes sur le marché du travail, l'augmentation de la pauvreté en milieu urbain... en appelaient à la mobilisation de services de proximité.

Ces services devaient répondre à des demandes, individuelles ou collectives, et à des objectifs multiples : cohésion sociale, développement de quartier, accessibilité des services, insertion sur le marché du travail de groupes fragilisés via la création d'emplois de qualité, etc. Aujourd'hui, le rôle des associations dans ce secteur n'est plus à démontrer et l'économie sociale y apparaît de plus en plus comme l'opérateur idéal: son éthique s'y prête à merveille et les pouvoirs publics peuvent développer avec elle des partenariats innovants.

Aide à domicile

Les Compagnons bâtisseurs

L'Association des Compagnons bâtisseurs propose des chantiers internationaux à l'étranger pour des jeunes volontaires, belges ou résidant en Belgique. Elle organise aussi des chantiers en Belgique ainsi que des séjours d'accompagnement de personnes handicapées. Récemment, un service de proximité a été mis en place dans la région de Marche : des petits travaux pour les personnes âgées, isolées ou peu valides. Les travaux se limitent à ce que les entreprises locales ne couvrent pas : un robinet ou une chasse d'eau qui coule, une prise mal fixée, un meuble à déplacer, une rampe à poser. Si la réparation en elle-même a toute son importance pour le client, il ne faut pas oublier la relation de confiance qui se crée entre le prestataire et l'usa-

ger. Cette activité a été initiée grâce à l'expérience pilote «Services de proximité» de la Fondation Roi Baudouin et se développera dans le cadre du décret wallon IDESS.

www.compagnonsbâtisseurs.be



Hébergement 3^{ème} âge

Auberge du Vivier

La maison de repos l'Auberge du Vivier, ouverte en 1991, est intégrée au Centre Saint-Aubain agréé par l'ONE. Depuis plus de 60 ans, ce service d'aide aux familles accueille temporairement des enfants de moins de 7 ans. Le partenariat est un des éléments de la spécificité du projet : jeunes et aînés vivent côte à côte, tissant des liens de solidarité, d'échange et d'affection. Aujourd'hui, ce sont une septantaine de personnes âgées et une trentaine de jeunes enfants qui vivent sur le site de près de 3 hectares.

Aide à l'enfance

Centre coordonné de l'enfance + formation

Le Centre Coordonné de l'Enfance (CCE) a été créé afin de réduire les différences entre les hommes et les femmes en matière d'insertion professionnelle.

Pour remplir son objectif, l'asbl a développé plusieurs axes d'activité depuis 1996, année de sa création :

- Des services de proximité qui répondent aux besoins des travailleurs, en particulier ceux qui sont soumis à des horaires flexibles et variables.
- Des lieux d'accueil extra et parascolaires à horaires élargis (5h00-23h00) qui reçoivent les enfants de 0 à 16 ans dont les parents travaillent à horaires variables, sont à la recherche active d'un emploi ou suivent une formation.
- Un service de garde d'enfants malades à domicile de 6 h à 23 h.
- Et un réseau de haltes-accueil itinérantes "Ici et là" pour des enfants de 0 à 6 ans dont les parents se trouvent dans une démarche d'insertion professionnelle, de formation ou de remise active à l'emploi.

Le CCE occupe plus de 200 personnes et rencontre chaque jour près de 1300 enfants. Ses lieux d'accueil sont répartis dans les communes de Charleroi, Châtelet, Gerpennes, Aiseau-Presles et Chapelle-lez-Herlaimont.

www.ccenfance.be

SERVICES AUX ENTREPRISES

La sous-traitance d'activités périphériques permet aux entreprises de se concentrer sur le cœur de leur métier et d'augmenter leur efficacité. Ce constat est d'autant plus vrai pour des activités qui peuvent facilement être mutualisées et qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre peu qualifiée. S'adresser pour cela à des entreprises d'économie sociale souvent actives dans l'insertion de personnes fragilisées sur le marché de l'emploi peut donc être tout bénéfique pour chacun. Le projet wallon PERICLES vise à multiplier la création d'EI focalisées sur les services aux entreprises. De même, de nombreuses entreprises d'insertion ou entreprises de travail adapté travaillent aujourd'hui en sous-traitance d'entreprises «classiques», dans des secteurs aussi variés que le conditionnement, l'entretien d'espaces verts, la gestion des déchets industriels ou le call center.

Parmi elles : Damnet, Les Vaillants, Défi +, Monceau Fontaines, Locat-tentes et de nombreuses ETA et EI.

www.locat-tentes.com

Monceau-Fontaines + **développement local**

En 1993, les ASBL Quelque Chose à Faire et Le Gerموir, deux EFT, décident de redonner vie au site de l'ancien charbonnage de Monceau-sur-Sambre. Le projet est ambitieux, et d'autres associations à vocation sociale de la région de Charleroi vont s'y associer. C'est finalement en 2000 que jaillit, sur les cendres d'une friche industrielle, le site associatif d'économie sociale de Monceau-Fontaines. Aujourd'hui, le site est animé et promu par l'asbl du même nom. 15 partenaires se partagent les 5000 m² de locaux rénovés et proposent plus de 44 produits et services dans divers domaines (bâtiment, graphisme, musique, restauration, repassage, etc.). 120 personnes travaillent sur le site et une moyenne de 100 stagiaires s'y forment chaque jour.

Le site de Monceau-Fontaines est devenu un acteur incontournable de l'économie sociale en région carolorégienne.

www.monceau-fontaines.be

Damnet + **coopérative agréée**

Damnet, société coopérative agréée pour le Conseil national de la coopération, est spécialisée dans l'installation, l'administration et la maintenance de réseaux et parcs informatiques. Elle est issue d'une coopérative d'activité et pratique des méthodes de gestion participative dans l'organisation du travail et l'affectation des résultats. Tous les travailleurs sont invités à devenir coopérateurs. Les clients sont des PME, des parastataux et des associations. Damnet multiplie les partenariats avec des entreprises classiques et y confirme la crédibilité et le professionnalisme d'une entreprise d'économie sociale.

www.damnet.be

AGRO-ALIMENTAIRE

Produits alimentaires de qualité, respect de l'environnement, filière la plus courte possible entre lieu de production et de consommation. Voilà l'enjeu des groupements de producteurs et de consommateurs. Et pour leur combat, c'est souvent la forme coopérative qu'ils ont privilégiée.

La Fermière de Méan — + production respectueuse de l'environnement

La coopérative Fermière de Méan est née en 1986 à l'initiative de producteurs et de consommateurs désireux de valoriser des produits fermiers de qualité. Elle promeut, tant pour les producteurs que pour les consommateurs, une manière de vivre plus humaine et une agriculture plus saine en accord avec un développement régional durable. Pour cela, la PME produit une vingtaine de sortes de fromages et assure la distribution d'une large gamme de produits fermiers.

PRODUCTION D'ÉNERGIE

L'insuffisance d'énergies fossiles est sans doute la cause des plus grandes transformations que va connaître l'économie mondiale au 21^{ème} siècle : il faudra à la fois produire durable et bon marché, et surtout consommer moins et mieux. La fourniture d'énergies renouvelables sous toutes ses formes est donc logiquement un secteur en plein développement. Et l'économie sociale commence à y prendre une part active.

Ecopower, coopérative active en Flandre depuis 1993 dans le domaine de la distribution d'électricité verte, soutient actuellement Vents d'Houyet, Energie 2030 et Mérytherm, qui exploite 2 petites centrales hydroélectriques sur l'Ourthe et l'Amblève. Ils souhaitent développer un projet similaire de distribution en Wallonie.

www.merytherm.be, www.ecopower.be



Allons en vent ————— **+ énergies renouvelables + éducation**

Coopérative portée par l'asbl Vents d'Houyet, Allons en Vent regroupe des coopérateurs «enfants» légalement représentés par leurs parents. Elle a inauguré en 2006, dans la commune d'Houyet, la première éolienne du monde dont les coopérateurs sont des enfants. Ce projet ambitieux, qui a nécessité quatre années d'effort, a suscité l'enthousiasme général : outre les enfants de la région, ce sont des jeunes coopérateurs de France, Pays-Bas, Espagne, Italie et Japon qui y ont investi, soutenus en partie par les autorités régionales et communales. L'éolienne doit alimenter en électricité verte 400 ménages de la région. Dans la foulée, le choix du lieu a permis de protéger la prairie calcaire de Mesnil-Finnevaux et la zone Natura 2000 d'Ileuw, deux sites proches laissés à l'abandon.

www.vents-houyet.be

SECTEUR INDUSTRIEL ET ARTISANAL

Trop souvent, l'économie sociale est limitée aux services ou à la réinsertion. C'est oublier qu'elle est transversale à toutes les activités économiques. Avec néanmoins un bémol : comme elle rémunère peu les apports en capitaux, les activités nécessitant des investissements importants sont rares.

La Thiérache ————— **+ ETA + services aux entreprises**

Principalement active dans le domaine du bois, la Thiérache rassemble 4 ateliers : une caisserie, une paletterie, une scierie et un atelier de tournage spécialisé dans le travail du frêne. Les produits de cette entreprise de travail adapté sont exportés à travers toute l'Europe. D'autres secteurs sont également investis : le conditionnement, un service traiteur et l'entretien de parcs et jardins.

www.lathierache.be

BIOCONSTRUCTION ET ENTRETIEN D'ESPACES VERTS

De nombreuses entreprises d'insertion ou de formation par le travail investissent l'écoconstruction, l'épuration des eaux ou la gestion de l'environnement au sens large, donnant ainsi à leurs travailleurs ou stagiaires toutes les chances de s'insérer dans une filière en plein développement. C'est par exemple le cas de Cynergies, Le Soleil vert, l'AID de Tubize, l'Essor.

www.soleil-vert.be

Cynorhodon - Cynergies + **insertion + formation**

L'EFT Cynorhodon propose des formations en agriculture biologique et jardinage, ainsi que des modules de resocialisation par le biais d'activités en lien avec la nature. Mais elle a voulu aller plus loin et offrir de véritables perspectives d'emploi à ses stagiaires, des chômeurs peu qualifiés. Elle a donc créé l'entreprise d'insertion Cynergies, spécialisée dans l'isolation écologique de bâtiments neufs ou à rénover. Concevoir des habitats sains et économes en énergie, c'est un défi qui valorisera le travail des personnes engagées.

www.cynorhodon.be

AID de Tubize + **formation + recyclage**

A l'issue des formations de l'AID (Action Intégrée de Développement), les stagiaires peuvent soit accéder directement à un emploi, soit continuer une autre formation afin d'obtenir un diplôme reconnu. L'apprentissage en menuiserie, ébénisterie et bioconstruction se fait tant en atelier que sur chantier, par groupes limités encadrés par des moniteurs de métier. Des cours théoriques (dessin, math, etc.), des stages en entreprise, des cours généraux via l'asbl Lire et Ecrire et un atelier de recherche active d'emploi font aussi partie du programme. Parallèlement, l'AID a initié une entreprise d'économie sociale, R.App.El. Pourvoyeuse d'emplois durables pour des personnes en difficultés d'insertion socioprofessionnelle, elle recycle et revalorise, dans le Brabant Wallon, des appareils électroménagers déclassés.

<http://users.skynet.be/aid.tubize>

SANTÉ

Le secteur de la santé fait partie intégrante du non-marchand. Et, si certaines entreprises ou associations de la santé appartiennent à l'économie sociale, cela ne veut pas dire pour autant qu'elles souhaitent la marchandisation du secteur santé. Bien au contraire, puisque la finalité de profit en est exclue.

La distribution pharmaceutique (voir les coopératives), les services de proximité dans les soins à domicile, l'enfance ou le troisième âge font partie des activités liant économie sociale et santé.

Les maisons médicales en sont aussi, elles qui sont formées d'équipes pluridisciplinaires dispensant des soins de santé primaires, polyvalents et accessibles à tous. Leurs actions visent une approche globale et intégrée de la santé : elles prennent en compte tous les aspects de la pathologie tant médicale, que sociale, économique ou psychologique, et leurs soins sont autant préventifs, que curatifs ou de réhabilitation. Les maisons médicales cherchent à développer l'autonomie des individus dans la prise en charge de leurs problèmes de santé. Elles s'appuient pour cela sur une dynamique de participation des habitants de leur quartier. Elles appliquent souvent un système de médecine au forfait.

www.maisonmedicale.org

Maison médicale de Bomel

Une équipe pluridisciplinaire de professionnels de la santé y assure des consultations pour les habitants de ce quartier de Namur. Au fil du temps, plusieurs groupes se sont mis en place : groupe de gym du dos, groupe de gymnastique d'entretien, groupe de relaxation, groupe de motivation à l'arrêt du tabac. Des activités de prévention sur des thématiques variées sont également proposées : dépistage de la tuberculose ou du cancer du sein, campagne de vaccination, informations sur le Sida et les maladies sexuellement transmissibles, etc. Ce travail de prévention a lieu soit à la maison médicale, soit en collaboration avec d'autres institutions du Namurois.

CULTURE

Le monde de la création artistique est complètement écartelé entre les grosses machines inscrites dans les circuits commerciaux mondialisés et les artistes qui cherchent à garder une autonomie forte, avec ou sans soutien public. Les initiatives sont nombreuses pour permettre à la culture de reprendre la place centrale qu'elle occupe au cœur de toute société, vectrice à la fois de lien social et de production de valeurs.

Parmi ces initiatives, citons IF asbl, Festival Esperanzah!, Cinéma Nova, Anacrouze, La charge du rhinocéros, des collectifs de comédiens, des maisons d'édition ou de production, et bien d'autres encore.

Les Grignoux + éducation + cinéma

Depuis 1975, l'asbl Les Grignoux cherche à renforcer le lien social dans la région liégeoise, grâce à ses activités de diffusion culturelle et pédagogique, essentiellement en matière de cinéma. Elle gère aujourd'hui quatre salles de cinéma, un café galerie et trois galeries d'art réparties sur deux sites : le Parc et le Churchill. L'objectif est de permettre au public le plus large possible de découvrir des films de qualité, particulièrement des œuvres belges et européennes, dans des conditions optimales. Elle anime également un réseau d'utilisation pédagogique originale du cinéma. Pour cela, elle programme des films à destination des écoles et édite des dossiers pédagogiques destinés à accompagner ces films.

Occupant 50 travailleurs, l'association accueille près de mille personnes par jour, toutes activités confondues. Fondée sur un fonctionnement collégial et collectif, les travailleurs de l'association sont majoritaires au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Les Grignoux se sont vus remettre en 2005 le Prix Roger Vanthournout.

www.grignoux.be

Ekinox ————— + **insertion + formation**

Ekinox SCRL FS est une jeune entreprise dynamique créée par des techniciens en arts du spectacle et de l'événement. Spécialisée en installation de sonorisation et d'éclairages, elle propose également un soutien technique et de la consultance. Mais Ekinox a une autre spécificité : sa volonté de mener à bien des projets de transition, d'insertion et de réinsertion socioprofessionnelle. Elle le fait par la formation et le travail, dans un secteur valorisant. Un choix qui s'intègre particulièrement bien au profil socio-économique de la région Mons-Borinage. Ekinox a reçu le prix mercure 2004 de l'entreprise d'économie sociale.

www.ekinox.be

LOGEMENT

Les loyers augmentent, tout le monde le voit. De nombreuses personnes, en situation de pauvreté ou de précarité, n'arrivent plus à se loger décemment. D'autant que les immeubles fortement dégradés, voire même abandonnés se multiplient. C'est ce qui a convaincu plusieurs opérateurs de l'économie sociale à faire du logement l'objectif prioritaire de leurs actions. Cet objectif de logement décent pour tous est, comme souvent, couplé à d'autres finalités. Ainsi, l'achat de bâtiment peut développer le placement solidaire ou l'épargne de proximité, la rénovation permet la formation et l'insertion de travailleurs, la location à de petites collectivités initie des projets de type social, culturel, environnemental ou autre.

Citons : Les Tournières, Notre maison, La Maison, Relogeas.

Les Tournières ————— + **formation + environnement**

Les Tournières est une SCRL FS. Elle acquiert des bâtiments et terrains soit pour les mettre à disposition d'associations, soit pour les affecter à du logement social ou à loyer modéré. L'accent y est particulièrement mis sur la mixité sociale.

A travers la rénovation de ses bâtiments, Les Tournières favorise la formation par le travail et l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement. La société cherche également, en partenariat avec l'ASBL sœur « La Tanière des Tournières », à encourager ou initier des dynamiques de propriété collective et à favoriser les réseaux et échanges avec des projets similaires ou proches au niveau de la finalité sociale.

www.lestournieres.be

ENTREE 5

Des entreprises créées par des pouvoirs publics

Les CPAS se montrent depuis plusieurs années très actifs en matière d'économie sociale d'insertion. Certaines initiatives sont créées au sein même du CPAS, ce qui les place aux frontières de l'Économie sociale car on ne peut pas parler d'autonomie de gestion. Dans d'autres cas, le CPAS crée une société au statut juridique propre, jouissant de l'autonomie de gestion, ce qui l'intègre dans le secteur de l'économie sociale. Les Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (IDESS), les magasins et lavoirs sociaux se situent souvent dans la première catégorie. Des entreprises d'insertion, par contre, se rencontrent dans la seconde.

CPAS de la Ville de Mons — + services aux entreprises et aux particuliers

Trois projets ont été initiés par le CPAS et lui permettent de compléter son offre d'insertion. Il s'agit d'entreprises d'insertion, constituées sous forme de coopératives à finalité sociale.

Cap au vert, créée en 2006 est active dans l'entretien d'espaces verts. Elle a permis d'engager des personnes sous statut «articles 60», de les former et ainsi de déboucher sur des contrats de travail de type SINE.

La coopérative Chaîne et Trame, elle, tire son origine de la "Politique des grandes villes". L'entreprise propose à la fois de la confection de prêt-à-porter et des retouches, tant pour les particuliers que pour les entreprises. L'entreprise emploie des personnes sous statut «article 60» qui réapprennent les techniques de couture, les principes de calcul, etc.

Troisième de la série, le service traiteur Les Romarins. Actuellement, il propose principalement des sandwiches, à Jemappes.

www.cpas.mons.be

ENTREE 6

Les entreprises frontières

Certaines organisations sont proches de l'économie sociale, par leurs statuts ou par les finalités qu'elles poursuivent mais elles mettent à mal l'un ou l'autre des 4 principes énoncés. Il s'agit parfois d'organismes entièrement financés et contrôlés par des ressources publiques, ou d'associations à caractère exclusivement social, sans activité économique.

Mais on rencontre aussi des initiatives privées ou des sociétés anonymes, actives par exemple dans le commerce équitable ou la production d'énergie alternative, qui n'ont pas adopté le statut de société à finalité sociale.

Satya-Pure Elements ————— + **commerce équitable**

Styliste depuis 17 ans, Martine Ernoux a choisi de développer une collection de vêtements pour dames et enfants en partenariat avec l'organisation indienne Agrocel qui offre une assistance technique aux producteurs reconvertis en bio et aux artisans travaillant dans cette filière. L'activité est 100% écologique, du champ de coton aux vêtements qui sont fabriqués à Mumbaï puis distribuée en Belgique, France et Pays-Bas selon les principes du commerce équitable.

Satya a obtenu en 2006 le prix Be Fair Award organisé par le Fair Trade Centre de la CTB.

www.style-satya.org

Xylowatt ————— + **énergie verte**

Xylowatt, société anonyme et spin off de l'UCL, conçoit, fabrique et gère des centrales de cogénération par gazéification de bois qui permettent de fournir de l'électricité et de la chaleur à l'échelle d'un village ou d'une collectivité, ou pour un usage industriel. Outre l'impact évident sur l'environnement, l'installation de centrales de cogénération présente l'avantage de développer, en milieu rural, des emplois non délocalisables. La production du combustible utilisé par les centrales se fait à l'échelle locale et permet, de plus, de revaloriser des résidus classiques de l'industrie du bois : sciure, copeaux, écorces.

Energethics, coopérative d'investissement, a pris une participation significative dans le capital de Xylowatt lors de la création de cette dernière. A travers ses choix d'investissement dans des activités de production, d'achat et de vente d'énergie verte, en soutenant des projets locaux, la coopérative affiche des valeurs éthiques et sociales fortes et promeut un développement durable de notre société. De plus, les coopérateurs d'Energethics viennent d'horizons très divers : on y retrouve les fondateurs et des travailleurs de Xylowatt ainsi que des investisseurs privés.

www.xylowatt.com

ENVOI

L'économie sociale est riche et diversifiée ! C'est ce que démontre cette cartographie. Elle est complexe aussi, puisque finalités, statuts, secteurs d'activités, publics se croisent et s'enrichissent... sans complexes ! D'autant que ces alternatives économiques et sociales développent régulièrement des partenariats avec le secteur privé et viennent souvent en appui aux politiques publiques.

Une caractéristique essentielle de l'économie sociale est sa capacité à discerner les besoins et à proposer des solutions originales. L'économie sociale a, ces dernières décades, exploré de nombreuses innovations en matière d'emploi et ce en complémentarité avec les entreprises du secteur privé classique et en appui des mesures publiques. Elle s'adapte aux besoins de la population, elle imagine des réponses à de nouvelles problématiques environnementales, sociales ou culturelles, elle développe des pratiques alternatives à la mondialisation, elle innove en matière de gestion des ressources humaines, elle est attentive aux relations avec le Sud de la planète.

Chiffrer l'économie sociale en termes d'emplois est encore aujourd'hui une véritable gageure tant la multiplicité des formes possibles rend difficile le repérage des organisations d'économie sociale dans les grands fichiers nationaux.

Le Centre d'Économie Sociale de l'Université de Liège (voir site infra) compte pour l'ensemble de la Belgique entre 270.000 et 360.000 salariés et pour la seule économie sociale d'insertion environ 50.000 salariés. On pourrait extrapoler environ 25 à 35 % de ces chiffres pour la Wallonie. ConcertES est conscient du caractère imparfait de ces données car les instruments statistiques manquent toujours pour mieux cerner l'emploi du secteur, particulièrement en ce qui concerne sa partie associative.

Cette lacune est en passe d'être comblée, notamment par deux initiatives.

D'une part, sous l'impulsion du Centre d'Économie Sociale, l'Institut Belge des Comptes nationaux a joué un rôle de pionnier au niveau international en faisant de la Belgique le premier pays à fournir, sur une base annuelle, des données statistiques sur le monde associatif dans le cadre d'un compte satellite des institutions sans buts lucratifs, publié par la Banque Nationale de Belgique.

D'autre part, ConcertES développe depuis juin 2008, en étroite collaboration avec les centres de recherche, un observatoire de l'économie sociale.

... ET EN QUELQUES CHIFFRES

Des statuts		Chiffres pour la Belgique				
	Type de statut	Nombre d'emplois (postes)	Année référence			
18 000	ASBL	550 520	2004			
	ou	367 000		si on enlève les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement du réseau libre		
	ou	269 000		si on enlève également les hôpitaux privés sous statut d'ASBL		
5	Unions nationales de mutualités	12 864	1998			
	ou	1 300		si on ne considère pas les activités liées à l'assurance obligatoire		
510	coopératives agréées pour le CNC	7 094,5	2007	Exprimés en EPT		
524	autres sociétés à finalité sociale (SFS)	6 068	2007	Exprimés en EPT	(3 156)	(En RW)

Des entreprises de l'ES d'insertion		Chiffres pour la Région Wallonne		
	Type d'entreprise	Nombre d'emplois	Année référence	
140	entreprise d'insertion	+/- 4 000	2008	
70	entreprise de formation par le travail	+/- 4 000 stagiaires	2008	+/- 500 travailleurs
89	organisme d'insertion professionnelle	+/- 16 000 stagiaires	2008	+/- 1 500 travailleurs
58	entreprise de travail adapté	6 404	2005	
58	IDESS	?		
mais aussi				
12	agences conseil en économie sociale			
5	coopératives d'activités			
3	couvreuses d'entreprises			

UN OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE*

Définir le champ de l'économie sociale, un défi insurmontable ?

La présente proposition de cartographie wallonne de l'économie sociale met en évidence la complexité d'un secteur aux frontières floues et discutées. À la croisée de nombreux statuts, secteurs d'activités, finalités et publics, l'économie sociale se doit pourtant de revendiquer cette complexité dont elle tire à la fois richesse et diversité.

Circonscrire le champ de l'économie sociale, c'est avant tout poser la question de sa définition. Comment en effet se donner des instruments de mesure s'il n'y a pas d'accord sur ce que l'on souhaite mesurer ?

L'analyse des formes juridiques comme seul facteur d'appartenance à l'économie sociale a montré ses limites, d'une part en incluant dans le secteur des entreprises qui ne devraient pas s'y trouver (i. e. les « fausses asbl »), d'autre part en excluant du secteur des entreprises qui, elles, auraient dû s'y trouver (i. e. certaines coopératives non agréées CNC). C'est pourquoi il est nécessaire d'élargir la réflexion en prenant en compte d'autres paramètres.

Un rapide coup d'œil aux quelques chiffres proposés est à ce titre assez convaincant.

Au-delà du traditionnel clivage marchand/non-marchand, il s'agit notamment, comme le suggère Laurent Fraisse dans ses travaux, de remettre en question des catégories économiques bien établies telles les notions de valeur ou de richesse. Il s'agit également de parvenir à rendre mesurables, et comparables, les principes de l'économie sociale diversement déclinés au travers des pratiques de ses acteurs.

L'enjeu d'un observatoire est double : mesurer l'économie sociale, c'est lui assurer la place qui lui revient au cœur du développement économique de la Région ; la définir par ses principes et les pratiques mises en œuvre, c'est lui permettre la reconnaissance des plus-values sociétales qu'elle génère et la promotion des valeurs qu'elle défend.

**ConcertES développe l'observatoire de l'économie sociale dans le cadre d'un projet INTERREG, mené en partenariat avec la CRESS Nord Pas-de-Calais.*

Coordination et rédaction : Michel de Wasseige et Liliane Lebon

Layout : SAW-B com

Impression : Imprimeau

Photos : Autre Terre, La Lorraine, SAW-B com, Oxfam MDM, Les Ateliers de Pontauray, Les Compagnons bâtisseurs, Vents d'Houyet
– Novembre 2008 –

POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE

Agences-conseil en économie sociale, membres d'ApacES

accompagnement à la création et au développement d'entreprises d'économie sociale
www.apaces.be

AGES - www.ages.be

La Boutique de Gestion - www.boutiquedegestion.be

Crédal-Conseil - www.credal.be

CRÉS - www.cres-incubecs.be

Ecomons - www.ecomons.be

FEBECOOP - www.febecoop.be

NGE 2000 - www.nge2000.be

SAW-B - www.saw-b.be

SYNECO - www.syneco.be

WFG Ostbelgien - www.wfg.be

Portails

<http://marcourt.wallonie.be> : site du Ministre wallon de l'économie sociale

www.econosoc.be : site portail de l'économie sociale francophone

www.socialeconomy.be : portail fédéral de l'économie sociale

http://emploi.wallonie.be/THEMES/ECO_SOCIALE/MENU.htm : site de l'administration wallonne de l'économie sociale

www.saw-b.be/cms/entreprise_ecosoc.php : répertoire de 462 entreprises en Régions wallonne et bruxelloise

www.ces-ulg.be : Centre d'Économie sociale de l'Université de Liège

www.ulg.ac.be/ciriec : Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie publique, sociale et coopérative

www.cerisis.opes.ucl.ac.be : Cerisis, Centre de recherche pour la solidarité et l'innovation sociale (UCL)

www.cecop.coop : Cecop, Confédération européenne des coopératives de travail associé, des coopératives sociales et des entreprises sociales et participatives

www.coopseurope.coop : Coopérative Europe, la Région Europe de l'Alliance Coopérative Internationale, organisation représentative des coopératives européennes

www.ecoconstruction.be : Cluster écoconstruction

www.laguilde.be : Les guildes de développement durable et solidaire

www.vosec.be : Vlaams Overleg voor de Sociale Économie, l'économie sociale en Flandre

www.interfed.be : Interfédération des EFT-OISP

www.socialeconomy.eu.org : Social Economy Europe, créée en 2000 sous le nom de CEP-CMAF, représente l'Économie Sociale au niveau européen

Presse et ressources d'information

Alter échos : www.alter.be

Info développement durable : www.info-durable.be

Imagine Demain le monde (avec sup. économie sociale) : www.imagine-magazine.com

Membre de ConcertES

ACFI - www.acfi.be

AID - www.aid-com.be

ALEAP - www.aleap.be

ApacES - www.apaces.be

Atout EI - www.atoutei.be

CREDAL SC - www.credal.be

CAIPS - www.federationcaips.be

COOPAC - www.coopac.be

Equilibre - www.reseau-equilibre.be

EWETA - www.eweta.be

FEBECOOP - www.febecoop.be

FÉBISP - www.febisp.be

FSPFS - 071/30 80 11

Lire et Écrire - www.lire-et-ecrire.be

Réseau Financement Alternatif - www.rfa.be

RES - www.resasbl.be

RESSOURCES - www.res-sources.be

SAW-B - www.saw-b.be

SYNECO - www.syneco.be

ConcertES asbl • Place de l'université 16 • 1348 Louvain-la-Neuve • 010 456 450
contact@concertes.be • www.concertes.be



Union Européenne : Fonds Européen de Développement Régional - INTERREG efface les frontières